14e Année. — 5e Série. — N° 18. Dimanche 20 Novembre 1898.

LE SOCIALISTE

Organe central du Parti Ouvrier Français

ABONNEMENTS :
Trois mois 1 fr. 50 ; Six mois 3 fr. ; Un an 6 fr.
Étranger : Un an 8 fr.
10 centimes le numéro.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
AU SIÈGE DU CONSEIL NATIONAL
PARIS. — 5, rue Rodier. — PARIS

ADMINISTRATEUR DÉLÉGUÉ : RENÉ CHAUVIN
Les Annonces sont reçues
A la Société générale de Publicité
7, rue Drouot

AVIS AUX ABONNÉS

Les abonnés dont l'abonnement s'est terminé le 15 octobre sont priés d'en effectuer le paiement dans le plus bref délai qu'il leur sera possible.

UN DISCOURS

Le Congrès international de Bruxelles déclarait que le système capitaliste devait seul être rendu responsable de la situation actuelle de paix armée, plus dangereuse et plus coûteuse surtout que la guerre.

Il faudrait, une fois pour toutes, que les socialistes, à quelque nation qu'ils appartiennent, tout en étant prêts à la défense contre une attaque possible du dehors, se débarrassent des préjugés radicaux et nationalistes et considèrent la politique extérieure sous un autre point de vue plus scientifique et plus conforme au principe de la lutte de classe. Au bas de certains articles écrits à propos de Fashoda, où l'on parle de « drapeau », de « bon Français », de « l'appétit féroce de John Bull », on est surpris de rencontrer des signatures de socialistes.

Ajoutons, pour excuser ce relent de chauvinisme, qu'une « affaire » célèbre est responsable de la confusion qui a saisi tant de cerveaux et les mieux équilibrés.

Tout dépend de l'angle sous lequel on considère un objet. Qu'on prenne, par exemple, le discours prononcé récemment par lord Salisbury au Guildhall ; ceux qui l'étudient sous un angle chauvin, n'y voient qu'une humiliation pour la France, obligée de quitter Fashoda, cette reculade n'empêchant pas, d'ailleurs, l'Angleterre de continuer ses armements. La question, alors, se pose : Contre qui sont-ils dirigés? Il est impossible, en effet, de comprendre l'attitude du gouvernement anglais, si l'on ne veut voir derrière ces armements que jingoïsme et impérialisme. Ces deux sentiments existent, mais ils ne sont que la résultante d'une situation économique; ils ne remontent qu'à quelques années : on pourrait même fixer la date du premier symptôme de la peste chauvine en Angleterre ; ce fut au lendemain du télégramme de l'empereur d'Allemagne au président Krüger. L'Angleterre se réveilla alors d'un long sommeil de paix qui l'avait pris à la mort de lord Beaconsfield et qui dura dix ans; elle se trouva isolée en Europe—« Isolément splendide », a même dit un de ses ministres, — son commerce réduit, par la concurrence allemande, sa puissance coloniale menacée en Extrême-Orient, par la Russie ; en Afrique, par la France ; en Asie-Mineure, par l'Allemagne; au Vénézuéla, par les États-Unis.

Tandis que les autres nations armaient sans relâche, l'Angleterre, qui n'a que sa flotte, et qui ne pourrait résister en cas d'une descente d'une armée allemande ou française, s'aperçut vite qu'elle n'avait pas de temps à perdre si elle voulait reprendre la suprématie sur les mers, et la guerre entre les États-Unis et l'Espagne lui montra la possibilité de résister à une attaque des puissances du Continent, avec l'appui des États-Unis et du Japon — qui tiendraient en échec la Russie dans le Pacifique et en Chine. L'incident de Fashoda lui permit aussi de montrer qu'elle avait bec et ongles. Tout le passage du discours de lord Salisbury, sur la nécessité de continuer les armements, n'est que trop justifié, si l'on considère la situation politique des Deux-Mondes, quelques mois après le rescrit du tzar.

Voilà l'explication des armements, et, si l'on se place un moment au point de vue patriote anglais, on verra que derrière le tintamarre des articles jingos, les odes à la flotte, par Rudyard Kipling, le poète impérialiste, il existe une ferme détermination de ne pas se laisser écraser par la Russie et ses alliées, l'Allemagne et la France, les trois puissances réactionnaires, car tout ce qui s'allie à la Russie est réactionnaire par définition, même et surtout quand c'est une république qui conclut une telle alliance.

Réactionnaire et protectionniste, telle est la politique des ennemis de l'Angleterre, et deux passages, l'un dans le discours de lord Salisbury, un conservateur pourtant, et l'autre dans le *Morning Post* marquent bien ce caractère de la triple alliance... L'Angleterre est le seul pays européen où l'on soit libre, et c'est la gloire de cette grande nation — et ce qui lui fera beaucoup pardonner — d'avoir été depuis des siècles, l'asile de la pensée libre et le refuge de tous les révolutionnaires et de tous les opprimés. La petite Suisse, intimidée par ses puissants voisins, a été obligée maintes et maintes fois de laisser porter atteinte à son droit d'asile ; nous ne citerons qu'un exemple, l'expulsion de la rédaction du *Social-Démokrat*, sur l'ordre de Bismarck.

Or, à propos de l'attentat anarchiste, un dernier et suprême effort a été fait par les polices-unies du Continent pour entraîner l'Angleterre à la suite de la troisième section Russe ; écoutons la réponse du noble marquis, qui fait honte aux ministres de la France républicaine. « Nous avons accepté, dit-il, l'invitation des pouvoirs afin de démontrer ainsi notre sympathie pour la victime... mais nous sommes obligés d'avertir nos alliés, que nous sommes liés trop étroitement par des traditions sacrées en ce qui concerne la liberté de nos compatriotes, pour pouvoir sacrifier la plus mince portion de cette liberté, même pour une cause désirable et sacrée, comme l'est la suppression de cet hideux danger, l'anarchisme. »

Nous avons traduit ce passage en entier, parce que, dans la presse française, personne n'a paru y faire attention. Or, comme nous, socialistes, savons par expérience que derrière les attaques continuelles dirigées par la presse russe, allemande, française contre l'Angleterre, il y a toujours ce désir d'extirper ce droit d'asile, qui empêche le réseau tendu par la police internationale de couvrir toute l'Europe, nous souhaitons sur ce point le maintien de la puissance anglaise. Ceci pourra paraître peu patriotique, mais si l'on songe que les libéraux du temps de la Restauration, et tous nos gouvernants, depuis le commencement de ce siècle, ont trouvé tour à tour un asile en Angleterre, nous sommes certains que ce souhait trouvera un écho dans le cœur de ceux qui peuvent, pour une raison ou pour une autre, avoir à « préparer des logements » dans ce pays libre. Et nous voulons parler aussi bien des réactionnaires que des révolutionnaires, car si les républicains ont été se réfugier en 1852 à Londres, ils ne faisaient qu'y remplacer le Prince-président, et si Boulanger et Rochefort n'avaient pas été obligés de faire une visite précipitée à Londres, il est plus que probable que Constans et Floquet les y auraient remplacés. Il y a donc ingratitude et imprudence de la part de beaucoup de gens, à insulter un pays qui leur donnera un jour le vivre et le couvert.

Enfin, comme le dit le *Morning-Post*, « les pouvoirs européens sont divisés en deux classes : ceux qui voient dans les colonies un moyen de commerce, et ceux qui n'y voient qu'un instrument de pouvoir ». Or, l'Angleterre appartient à la première catégorie ; ses colonies sont ouvertes à tout venant, ce qui écarte tout prétexte de guerre; tandis que le système russo-français amènera dans un avenir prochain une conflagration générale, car pour ces deux nations, la politique coloniale n'est qu'un système de bureaucratie et de conquête militaire. Or, nous, socialistes français, de par la décision du Congrès de Bruxelles, nous préférons entre deux maux, le moindre et, plus logiques que le Tsar, tout en prêchant la paix, nous ne préparons, ni ne favorisons la guerre.

BONNIER.

LA SEMAINE

Tandis que la lutte politique — ou ses annexes — retient trop exclusivement l'attention de quelques-uns, les conflits économiques surgissent de toutes parts et se perpétuent avec leur naturelle acuité.

Sur les points les plus divers du territoire, des travailleurs sont en grève pour sauvegarder leur dignité ou leur salaire et résistent désespérément à l'oppression patronale.

A Myennes, dans la Nièvre, et Bonny, dans le Loiret, ce sont les potiers qui continuent le combat commencé au mois d'août.

A Saint-Amand et Anzin, dans le Nord, ce sont les ouvriers chaîniers des forges de la maison Doremieux qui, depuis le 27 octobre, luttent, au nombre de 700, pour obtenir une augmentation de leur insuffisant salaire.

A Fougères, dans l'Ile-et-Vilaine, ce sont les ouvriers et les ouvrières de la fabrique de chaussures Breux et Poirier, qui protestent par la cessation du travail contre la violation effrontée, des prescriptions de l'article 14 de la loi sur l'hygiène et la salubrité dans les ateliers et se plaignent que les inspecteurs du travail ne visitent jamais les usines.

A Colombe, dans l'Isère, ce sont les ouvrières en soie qui ont résolu de ne rentrer dans l'usine qu'après le renvoi du directeur dont les exigences sont révoltantes.

A Faverges, dans la Haute-Savoie, trois cents tisseurs de la manufacture de soie combattent pour une augmentation de salaire.

A Saint-Marcellin, dans l'Isère, les ouvriers de la fabrique d'automobiles Berret, sont en grève pour protester contre la suppression d'une demi-heure dans le délai accordé pour les repas.

Partout la dureté et la rapacité patronale, excitées par la concurrence, tendent à rendre plus lourdes et plus étroites les chaînes du prolétariat.

***

Sur l'injonction du sénateur bonapartiste-clérical Le Provost de Launay, le gouvernement de M. Dupuy a décidé de poursuivre M. Urbain Gohier, l'auteur de vigoureux articles contre les chefs de l'armée et le régime de la caserne — comme sur l'injonction du député monarchiste-clérical comte de Mun, le gouvernement de M. Méline a poursuivi M. Emile Zola.

Le procès Gohier apportera certainement à la fraction du grand public, que la propagande socialiste n'a pas encore pénétrée, les mêmes révélations que le procès — non terminé — du grand écrivain de *Germinal* et nous n'avons à cet égard qu'à nous réjouir de la sottise ou de la faiblesse des gouvernants acculés par une réaction aveugle à collaborer à notre œuvre.

Sous le prétexte d'une question à poser au ministre de la guerre — l'ondoyant et divers M. de Freycinet — le citoyen Eugène Fournière a pu, à la tribune de la Chambre, montrer avec quel cynisme était méconnu le droit de parler et d'écrire librement et que si les ministères pseudo-républicains s'agitaient, c'est toujours la droite qui les mène.

Au cours de la séance, notre camarade Pastre a vaillamment approuvé une des définitions les plus justement cruelles de M. Urbain Gohier, sur les bagnes militaires, et tenu en échec la meute cléricale déchaînée contre lui. Entouré, et ardemment soutenu par nos amis Carnaud, Ferrero, Devèze, Alexandre Zévaès, il a réduit au silence les braillards adorateurs du sabre.

***

Au lendemain de cette séance, le citoyen Antide Boyer faisait adopter par la Chambre le principe et l'urgence d'étendre à la juridiction militaire les garanties de défense de la justice civile et de l'étroite limitation de la mise au secret des inculpés dépendant des Boisdeffre, des Gonse et des Pellieux.

***

Après avoir entendu les cinq ministres de la guerre qui affiment très haut leur conviction absolue de la culpabilité du capitaine Alfred Dreyfus, la Cour de Cassation, sans même attendre d'autres témoignages, a ordonné que Dreyfus soit prévenu de la recevabilité de la révision de son procès et invité à préparer ses moyens de défense.

Les robes rouges ne pouvaient infliger un plus humiliant affront aux culottes rouges des généraux Mercier, Billot, Zurlinden et Chanoine et au pantalon de M. Cavaignac qui pourrait être pourpre du sang répandu par le Boucher des Journées de Juin

Au surplus, l'histoire est loin d'être terminée et le fameux honneur des professionnels de l'armée nous révèlera encore d'autres édifiants secrets.

GABRIEL BERTRAND.

VICTOIRE

Le Parti Ouvier vient de remporter dans les Bouches-du-Rhône une nouvelle et brillante victoire.

Dans le canton de Martigues, notre ami Guichet, président du conseil d'arrondissement de Marseille, vient d'être élu conseiller général, par 1.289 suffrages, contre 627, au candidat des réactions.

C'est un siége de gagné — enlevé à l'opportunisme représenté par J.-Ch. Roux.

Le citoyen Guichet ira grossir à l'assemblée départementale des Bouches-du-Rhône la vaillante phalange des élus du Parti, nos amis Flaissières, Cayol, Gassion, etc.

EN ALGÉRIE

Les bandes antisémites de Massimiliano Régis — mignon Jésus d'Alger-la-Blanche — lassées du pillage très chrétien des boutiques, s'exercent au maniement des cannes plombées et des matraques avec un tel succès, que ce sport d'un nouveau genre, qui conduit d'habitude ses affiliés sur les bancs de la correctionnelle, vient de mener tout droit les plus courageux des antijuifs aux fauteuils de l'Hôtel de Ville.

Etrange et doux pays !

Après Drumont élu, Régis élu ! La série est bonne, en vérité. Vite, un siége à cet excellent Guérin, qui rosse si bien le guet — pour 100 francs — place de la Concorde, les jours de grande première, et la Trinité antisémite, au complet, pourra régner en Algérie. Le gouvernement de Barbe-à-Poux, le Père, est seul capable de ramener l'ordre et la tranquillité : Régis, le Fils, se chargera d'assurer la liberté du commerce, et Guérin, Saint-Esprit, qui s'y connaît depuis belle lurette, organisera la police...

Pour l'avènement de cet âge d'or, la tourbe cosmopolite de Maltais, d'Espagnols, d'Italiens et de Levantins, se rue aux réunions publiques et joue du couteau sorti de la fabrique : « La France aux Français ! » Un brave homme d'ouvrier a le tort d'être socialiste et de ne point penser selon le dogme de la fameuse Trinité ! On l'assassine. Le représentant de la République bourgeoise envoie 200 francs à la veuve et aux enfants, en guise de consolation pendant que les meurtriers, cyniquement, envoient une couronne: 200 francs ! c'est-à-dire ce qu'ont coûté à Guérin les blessures d'un policier !

Tous ces crimes se paieront, un jour, autrement qu'en monnaie de fonds secrets. Si la justice de la classe capitaliste est par trop boîteuse, si elle laisse, aujourd'hui, de pareils brigandages impunis, viendra demain une autre justice, sans toge et sans bonnets carrés, qui saura demander compte et n'admettra, ni circonstances atténuantes, ni prescription. Ah ! les lâches politiciens et les sinistres saltimbanques qui ne voient dans

la misère de la classe gueuse et dépouillée de tout, que la main sémite allongée pour la rapine et le vol ; qui ne distinguent dans les cris de souffrances montant du sous-sol où brûle le grisou et s'échappant des bagnes industriels où dépérissent la femme et l'enfant, que le bruit des ongles de youpins grattant l'or et froissant les carrés de papier bleu ! Les lâches et les menteurs ! Ils ferment leurs yeux sur les mains aristocratiques qui se souillèrent de sang au Bazar de la Charité ; ils bouchent leurs oreilles d'ânes apostoliques et romains, quand la douleur prolétarienne se tord et clame au fond des puits du diamant noir pour créer le luxe et la joie qu'il faut aux nobles habitués des oraisons du Père Dulac ou du Père Olivier !

La justice, la vraie justice, celle du prolétariat conscient de ses droits et conscient des moyens d'affirmer victorieusement ses droits, saura s'exercer contre les Régis, les Drumont, et les Guérin, comme elle s'exercera contre tous ceux qui auront vécu, exploiteurs et voleurs du travail produit. En Algérie, de même que dans tous les chantiers de l'exploitation patronale et capitaliste, il n'y aura qu'à restituer les instruments de production aux millions d'êtres qui en furent dépouillés et à les leur restituer, quelle que soit leur race et leur religion. Quant aux bandits qui triomphent maintenant par la matraque et le surin, il n'y aura pour eux, s'ils veulent s'opposer à la grande œuvre de justice sociale, qu'une place — celle assignée si indignement à 40.000 Parisiens, il y a vingt-sept ans :

Au mur !

J. Phalippou.

PROPAGANDE INTENSIVE

Je désire exposer aux camarades du Parti quelques raisons à l'appui d'une proposition que j'ai présentée récemment au Congrès de Montluçon, et que celui-ci a d'ailleurs prise en considération par la résolution suivante :

Le Congrès fait sienne, une proposition du citoyen Raymond Lavigne, tendant à ce que la propagande et l'organisation du Parti soient étendues simultanément et sans exception à tous les départements.

Le conseil aura à aviser aux voies et moyens d'exécution de ce plan d'ensemble, de concert avec les militants de chaque région appelés à l'aider de leur avis et de leurs connaissances locales.

Le Congrès prend acte de l'offre faite, au nom de la Fédération du Nord par le citoyen Delory, de prendre à sa charge l'établissement, par département, des registres nécessaires.

D'après le rapport du Conseil National, le parti ne possède d'organisations que dans 41 départements. Il y en a donc 46 qui ont jusqu'ici totalement échappé à l'action de notre propagande. Pourquoi ?

D'autre part, il faut bien reconnaître que dans les 41 départements où nous comptons des groupements, il en est, le plus grand nombre, où ces groupements n'existent que dans quelques rares centres particulièrement propices.

Notre Parti, — pourquoi le dissimuler ? — n'a donc d'action réelle que dans une certaine partie du pays. — Et cependant, la portée de cette action et l'efficacité de notre méthode sont telles que lors des récentes élections législatives, les candidats présentés par le Parti Ouvrier français dans 113 circonscriptions ont réuni le respectable total de 383.915 voix, en augmentation de près de 200.000 sur celles de 1893 (186.208). — On sait que les diverses fractions socialistes existant en France réunissaient sur leurs 322 candidats, le chiffre de 940.687 voix, contre 665.083 en 1893.

A côté de ces résultats législatifs, que l'on place ceux obtenus sur le terrain municipal au cantonal ; que l'on parcoure la longue liste des municipalités conquises au socialisme, et particulièrement à notre Parti ouvrier, à commencer par Lille, Montlucon, Roubaix, Roanne, Ivry, Cette. Commentry, Issoudun, La Ciotat, etc., sans compter les innombrables communes où nous avons des minorités socialistes, et l'on aura un avant-goût de ce que pourrait produire une *action simultanée dans toutes les régions, dans tous les départements et dans tous les cantons — sinon dans toutes les communes — au pays.*

Pourquoi n'y a-t-il encore aucun mouvement socialiste organisé dans la très grande majorité de ces circonscriptions ? Serait-il possible de généraliser ce qui a si bien réussi ailleurs ? — Voilà les questions qui devraient se poser impérieusement dans l'esprit de nous tous, comme nous nous les sommes déjà posées ici, dans la Gironde ; et, prenant pour exemple ce que nous avons été ainsi entraînés à accomplir dans ce département, je pose en principe que ce qui a été fait en petit, peut et doit être fait en grand.

Jusqu'à l'an dernier, nous nous bornions à enregistrer au fur et à mesure *qu'elles voulaient bien nous parvenir*, les offres de concours, les demandes de réunions émanant de rares camarades des campagnes. Nous en tirions le meilleur profit possible pour le Parti. Plus tard, nous avons songé à relier entre eux les divers groupements éparpillés autour de Bordeaux et dans quelques communes plus éloignées. La Fédération Girondine du Parti Ouvrier Français était née.

Chaque année, elle tient un Congrès départemental, tantôt dans une commune, tantôt dans une autre, en ayant soin de varier les régions, réunissant sur un point commun les principaux militants de partout entre lesquels s'établissent ainsi des relations amicales, le plus souvent durables, et qui arrivent à unifier et à multiplier leurs procédés de propagande par l'éducation mutuelle. — Voilà huit années que cela fonctionne.

Malgré cette bonne méthode, malgré tout le dévouement le plus actif apporté par les militants, le mouvement ne s'étendait jamais au-delà de quelques communes. On s'en adjoignait peut-être trois ou quatre nouvelles chaque année. Mais il y a cinq cent cinquante communes dans la Gironde !...

En se basant sur des précédents très concluants, nous étions persuadés cependant que partout, *partout absolument*, il y a des chances pour que la propagande socialiste trouve sa justification et son solide appui dans des circonstances économiques locales, alors même que les circonstances générales de l'évolution capitaliste n'y suffiraient pas aux yeux des simples; partout, il existe à l'état latent des éléments propices à la pénétration des idées socialistes et utilisables pour l'organisation.

Ceci constaté, comment donc s'expliquer que si peu de communes et de militants s'offraient à nous, ne fût-ce que par préoccupation élémentaire de rechercher appui contre les plus criants abus locaux ?

Deux explications principales peuvent être données.

La première, c'est qu'*on lit fort peu dans les campagnes*, on n'en a ni le temps, ni l'habitude. Et, par conséquent, alors que cela nous étonne, on ignore presque partout l'existence d'un mouvement socialiste dont, en raison de l'intensité que nous lui avions donnée autour de nous, nous nous imaginions que la répercussion avait été très grande.

La seconde, c'est que même, parmi ceux dont l'attention a été éveillée par cette agitation et que leur tempérament et leur état d'esprit prédisposeraient à y contribuer, il en est fort peu *qui osent et qui sachent prendre l'initiative d'offrir leur concours*, alors qu'il suffirait de la moindre occasion pour les entraîner. C'est une *cueillette* à faire. Comment ?

Faudra-t-il attendre que le hasard nous amène en réunion là où se trouvent ces éléments ignorés. Qui sait, quand ? Alors qu'il y a plus de cinq cents communes à visiter dans ce seul département et que les militants, en mesure de se déplacer pour cette propagande dans les campagnes, ne sont encore qu'une petite poignée ?

Non. Il faut trouver autre chose de plus rapide. Il faut instituer un procédé pratique de généralisation permettant d'*embrasser dans une action propagandiste efficace tous les cantons, toutes les communes à la fois.*

Voilà l'idée. — L'adopter n'est pas la réaliser, loin de là ! Je le sais bien.

C'est difficile. — Mais est-ce à des hommes du Parti Ouvrier que les difficultés font peur ?

Lorsqu'on se pose avec persistance une question, avec la ferme volonté de la résoudre, lorsqu'on s'en suggestionne, pour ainsi dire l'obsession, il est rare que l'on n'arrive pas à un résultat positif et pratique. A ce sujet, qu'il me soit permis de dire, après une longue expérience, que, sur le terrain de l'action, la VOLONTÉ est la première vertu du militant socialiste.

Voilà par quelle succession d'idées nous avons été conduits à donner à la *Fédération Girondine du Parti Ouvrier Français* une action à laquelle aujourd'hui pas un seul de nos quarante cantons n'échappe, et bientôt, par suite des nouvelles dispositions prises au dernier Congrès départemental, à Langon, pas une seule de nos cinq cent cinquante-quatre communes.

Si je n'ennuie pas les lecteurs du *Socialiste* par ces détails en apparence fort secondaires, je dirai comment nous procédons. Il est probable, d'ailleurs, que je n'apprendrai rien aux camarades dévoués et intelligents qui ont, de leur côté, organisé des Fédérations départementales et régionales. Ce n'est pas pour eux que j'écrirai; certains, comme ceux de la superbe Fédération du Nord, nous donnent, au contraire, des leçons dont nous ne cessons de nous inspirer ici.

Pour le moment, je veux me borner à proposer que ce qui s'est fait en petit à l'intérieur de nos Fédérations, soit entrepris en grand par le Parti dans l'ensemble du pays, de façon que pas un seul département n'échappe à son action méthodiquement généralisée par des procédés à instituer.

Comme je l'ai dit à Montluçon, ma pensée, en faisant une semblable proposition, n'a pas été d'*infliger* à notre Conseil National, déjà si occupé, une nouvelle tâche, une charge excessive qui lasserait les plus robustes. Non, certes ! Je l'ai déclaré bien haut, afin que nul ne s'y pût méprendre. La seule chose que j'aie demandé du Conseil National, qui y a consenti d'ailleurs, ainsi que le Congrès, c'est qu'il mette la question à l'ordre du jour du Parti, faisant appel à tous ceux de ses militants pour l'aider à préparer une méthode, un ensemble de moyens pratiques pour réaliser ce plan. Il centralisera tous les avis, toutes les indications et propositions et, à un moment donné, il réunira une Commission de *praticiens* — qu'on me permette le mot — pour établir quelque chose de définitif.

C'est à cette œuvre que j'ai voulu contribuer pour ma faible part et j'engage tous nos amis à s'y atteler à leur tour; le plus tôt possible.

Je vais dire maintenant comment je conçois la méthode en question.

Raymond Lavigne.

(*A suivre*)

La Liberté de la Chasse

Une des principales revendications des paysans d'avant 1789 était le *droit de chasse*.

Cette revendication fut très habilement exploitée par la bourgeoisie au cours de la Révolution, et Robespierre réclamait avec énergie « la liberté illimitée de la chasse en prenant toutefois les mesures nécessaires pour la conservation des récoltes et pour la sécurité publique. » Après le 11 août 1789, tout le monde avait le droit de chasser — et la bourgeoisie elle-même fut obligée de revendiquer ce droit pour les paysans, qui la soutenaient sous la Restauration, dans sa lutte contre les grands propriétaires terriens.

Mais aujourd'hui, comme l'ancienne aristocratie foncière, et d'accord avec ce qu'il en reste, la bourgeoisie capitaliste devenue maîtresse de la plus grande partie du sol national, interdit — en fait — la chasse à tous ceux qui ne possèdent pas de vastes territoires. Pour préserver le gibier de ses réserves et de ses chasses gardées, elle a organisé une gendarmerie privée composée de gardes assermentés qui font de véritables procès et sont toujours prêts à se servir de leurs fusils contre les chasseurs qui tentent de leur échapper.

Interprète des travailleurs ruraux, notre douzième Congrès national, tenu à Nantes (1894), inscrivait dans le programme agricole du Parti Ouvrier Français l'article suivant :

« Liberté de la chasse et de la pêche, sans autre limite que les mesures nécessitées par la conservation du gibier et du poisson et la préservation des récoltes ; interdiction des chasses réservées et des gardes-chasses. »

A leur tour, traduisant en proposition de loi cet article du programme, les citoyens Vaillant, Dufour, Sembat et plusieurs de leurs collègues socialistes, viennent de déposer sur le bureau de la Chambre, le projet suivant qui a été renvoyé à l'étude de la Commission relative à la chasse :

Article premier. — La chasse et la pêche sont libres, ouvertes à tous, sans qu'il y ait désormais besoin de permis de chasse et de pêche, et de port d'armes.

Art. 2. — Un reglement d'administration publique déterminera : les conditions d'exercice de cette liberté de chasser et pêcher, de telle sorte que, dans l'intérêt public, l'agriculture et la production agricole soient protégées, les animaux utiles conservés, le repeuplement des cours d'eau, lacs et étangs, et le développement de la pisciculture assurés.

Art. 3. — Il n'y aura plus de chasses et pêches possédées et affermees, et, par conséquent, plus de gardes de chasse et de pêche autres que les agents publics, chargés par l'Etat, les départements et les communes, de veiller à l'observation de la loi et des règlements.

Art. 4. — Toute contravention à la loi et aux règlements, en entraînera l'affichage au mur du domicile de celui qui s'en sera rendu coupable, à la mairie des communes de ce domicile et du lieu où s'est produite la contravention.

Si la contravention était plus grave, cette publicité serait augmentée, par voie d'affichage, de publication dans la presse, de proclamation par les crieurs publics, en rapport avec la gravité de la contravention.

Toutes les fois que le contrevenant serait en situation de payer, ne vivant pas de son salaire, il aurait à payer les frais de cette publicité.

Art. 5. — Une loi spéciale établira pour tous les chasseurs un impôt progressif en rapport avec le nombre de leurs chiens, chevaux et équipages de chasse. La moitié du produit de cet impôt reviendrait aux communes du domicile et des lieux de chasse de l'imposé.

Art. 6. — Toute disposition légale ou réglementaire, contraire aux dispositions de la présente loi est abrogée.

Haine à l'Anglais

Les officiers et les aumôniers de la flotte réunissent les marins et leurs prêchent la haine de l'Anglais ; ils terminent leurs allocutions par le cri de « haïssez l'Anglais » qu'ils font répéter aux marins.

Ces faits se passent à bord de la *Dévastation* qui est ancrée à Brest et on se demande s'ils sont le résultat d'instructions de M. Lockroy.

Sans doute, les marins de la flotte sont prêts à défendre leur pays si la guerre vient à être déclarée, m is elle ne l'est pas et il ne semble pas que le gouvernement français ait un violent désir de la déclarer.

D'ailleurs, n'est-il pas monstrueux de traiter nos marins comme des chiens à qui l'on commande d'aboyer

Qu'arriverait-il si les marins français, dont on excite le chauvinisme, attaquent les marins anglais dans nos ports et les frappent ?

Nos gouvernants répandent la haine de l'Anglais dans les populations maritimes et celle de l'Allemand dans les populations de l'intérieur. Ont-ils donc l'intention de déclarer la guerre à l'Angleterre et à l'Allemagne ?

C. B.

Conformément à la décision du Congrès de Montluçon, les Fédérations, Agglomérations et Groupes vont recevoir du Conseil National un premier **Questionnaire** *auquel il importe qu'il soit répondu aussi complètement que possible.*

Il s'agit de faire établir la situation exacte du Parti Ouvrier Français par le Parti lui-même, consulté dans tous ses éléments.

Les réponses devront être parvenues au Conseil, 5, rue Rodier, d'ici au 15 décembre au plus tard, pour que le résultat général de cette grande enquête puisse être porté avant la fin de l'année à la connaissance de tous les militants.

Les Groupes — fédérés ou non — qui n'auraient pas encore transmis au Conseil National le nom et l'adresse de leur secrétaire, sont priés de le faire au plus tôt, pour que le Questionnaire puisse leur être envoyé à temps.

LE PARTI OUVRIER

EN FRANCE

Paris

Le Cercle des Commerçants socialistes de Paris, adhérent à l'Agglomération Parisienne du Parti Ouvrier Français, invite les commerçants désireux de faire partie du Cercle à envoyer leur adhésion aux citoyens E. Miguet, 7, rue Balagny où Flukiger, 17, avenue de la République, qui les convoqueront dans une très prochaine réunion.

La réunion organisée par le groupe du XIe arrondissement, salle de l'Harmonie, a eu lieu mercredi soir 16 novembre, avec le concours des citoyens Jean Bertrand, Phalippou et Zévaès, dont les discoure traitant de la politique intérieure et extérieurs du gouvernement, ainsi que la doctrine du Parti Ouvrier, ont été très applaudis.

Un contradicteur anarchiste qui est venu renouveler toutes les arguties et les calomnies

chères à messieurs les compagnons a été vigoureusement réfuté par le citoyen Phalippou, aux applaudissements de l'auditoire.

Un ordre du jour flétrissant les manœuvres du militarisme et de l'antisémitisme, et approuvant la théorie socialiste du Parti Ouvrier a été ensuite voté.

Le 5e Congrès national annuel des ouvriers et ouvrières des établissements militaires a été ouvert lundi matin et s'est prolongé cette semaine. Il a tenu ses séances, salle Jules, boulevard Magenta.

Etaient représentés les établissements suivants, avec le chiffre du personnel occupé par chacun d'eux :

« Bourges, 4,400 ; Châtellerault, 4.000 ; Saint-Etienne, 3,500 ; Puteaux, 1,654 ; Tarbes, 1,000; Tulle, 1,500 ; Lyon, 950; Rennes, 950 ; Toulouse, 730 ; Douai, 687 : Vincennes, 625 ; Valence, 500 ; Bezançon, 300 ; Paris, 150; et Chalais-Meudon, 90. »

Le Congrès a adopté une proposition demandant que la limite d'âge donnant droit à la retraite, qui est actuellement de 65 ans pour les hommes et de 60 ans pour les femmes, soit abaissée à 55 ans pour les premiers et à 50 ans pour ces dernières.

Sur la question du commissionnement, la résolution suivante a été formulée :

« Le commissionnement aura lieu exclusivement par rang d'ancienneté ; mais il se fera de plein droit au bout de dix années de service.

« Les ouvriers possédant une retraite militaire proportionnelle ou entière ne seront pas compris dans cette catégorie. »

Sur la question du service médical :

« Les soins médicaux, les médicaments et les appareils nécessaires sont donnés gratuitement, dans les conditions déterminées par décision ministérielle, à tous les commissionnés, auxiliaires et journaliers, quelque soit l'origine de la maladie. Cette mesure s'étend à la famille de l'intéressé.

« Dans le cas où il est reconnu que la maladie entrainant incapacité de travail résulte du service, l'intéressé a droit à une fraction de son salaire moyen au moment de la cessation du travail.

« La durée de l'allocation ne peut excéder six mois ; son taux est déterminé par le ministre après une enquête faite dans l'établissement, sans pouvoir s'abaisser au-dessous de la moitié de ce salaire.

« Quelle que soit la maladie entrainant incapacité de travail ne résultant pas du service, le personnel a droit à une fraction de son salaire moyen au moment de la cessation du travail.

« La durée de l'allocation ne peut excéder six mois ; son taux est égal à la moitié de ce salaire pendant les trois premiers mois et au quart pendant les trois mois suivants. »

Sur le chiffre de la pension de retraite à accorder aux ouvriers et ouvrières, le congrès reprend son vœu de l'année dernière, qui est ainsi conçu :

« Augmentation du minimum de pension à 600 francs pour les hommes et 400 francs pour les femmes comptant vingt-cinq années de service et ayant atteint, les hommes, l'âge de cinquante-cinq ans, les femmes, l'âge de cinquante ans. »

Trappes

A la suite de la conférence privée tenue sur l'initiative de nos camarades de Versailles, avec le concours des citoyens G. Maillet, délégué du Comité Fédéral de la Région Parisienne ; Hébert et H. Nivet (du groupe de Versailles), un groupe socialiste a été constitué dans la commune, toute agricole de Trappes (Seine-&-Oise).

Après avoir nommé son bureau, le groupe a, à l'unanimité, décidé son adhésion au Parti Ouvrier Français et organise pour le 27 courant une conférence publique.

Valenciennes

Les élections partielles au Conseil de prud'homme de Valenciennes, qui ont eu lieu dimanche dernier, 13 novembre, se sont terminées par une éclatante victoire de la classe ouvrière.

Le Parti Ouvrier et les syndicats présentaient, pour la première fois, des candidats. Les camarades Elie Bruniaux, ouvrier raboteur; Louis Michiels, ouvrier chaîneur; Alexandre Couteau, ouvrier mouleur ; Louis Kehl, conducteur-métreur de travaux ; Désiré Grière, ouvrier tisseur et Pierre Melin, ouvrier luthier, ont triomphé de la liste adverse, malgré la pression patronale et les manœuvres de la dernière heure.

Ce succès du Parti Ouvrier a été accueilli par les cris très nourris de : «Vive la sociale!» qu'a poussés la foule massée devant l'Hôtel de Ville de Valenciennes.

Calais

L'élection de l'administration municipale a eu lieu dimanche dernier.

Notre ami Delcluze a été élu maire par 24 voix sur trente-quatre conseillers ; l'élection des trois adjoints a donné les résultats suivants : Courageux, premier adjoint, 23 voix ; Poignant, deuxième adjoint, 22 voix ; Brousse, troisième adjoint, 23 voix.

Une manifestation bruyante a accueilli la proclamation des résultats. Tandis que des chants socialistes éclataient dans la salle, quelques coups de sifflet se sont fait entendre. Mais ils ont été vite étouffés sous les acclamations qui ont salué la nouvelle municipalité.

Les élus socialistes se sont rendus à la Maison du Peuple dont toutes les salles étaient combles.

Le nouveau maire a été reçu par la musique qui a joué une aubade, un vin d'honneur a été offert aux musiciens.

Une manifestation hostile, organisée par le *Petit Calaisien*, a complètement échoué.

Une foule de quatre à cinq mille personnes, composée de socialistes, acclamait les nouveaux élus tous membres du Parti Ouvrier. Deux cents personnes à peine ont tenté de troubler l'ordre qui, malgré cela, n'a jamais cessé de régner.

La population a accueilli le résultat de cette élection avec un véritable sentiment de satisfaction et de soulagement. C'est la fin de cette malheureuse crise qui, à un moment donné, a failli empêcher la conquête de l'Hôtel de Ville et a permis l'élection du réactionnaire Dussaussoy qui n'a obtenu qu'une majorité de 400 voix sur le citoyen Delcluze.

C'est une grande victoire pour le Parti et pour la République sociale !

Angoulême

Dans son assemblée générale du 8 novembre, le Cercle de la Bibliothèque socialiste d'Angoulême a voté à l'unanimité son adhésion au Parti Ouvrier Français et rédigé l'appel suivant ;

« L'œuvre du Parti Ouvrier est de préparer la partie militante de la classe ouvrière pour les événements révolutionnaires qu'élaborent le développement économique et la décomposition politique de la société capitaliste ;

« Considérant que cette préparation des militants doit sortir de l'étude positive des phénomènes sociaux et non de la vaine déclaration des révolutionnaires de la phrase ;

« Les citoyens qui ont fondé le Cercle de la Bibliothèque socialiste, ont voulu :

« 1° Mettre à la portée de ses membres tous les écrits qu'il leur est difficile de se procurer par leurs ressources personnelles ;

« 2° Faciliter l'étude des phénomènes économiques et des événements politiques courants, par des conférences suivies de discussions, où tous les membres seront appelés à prendre part ;

« 3° Propager les théories du Parti Ouvrier, tel qu'il a été constitué à Marseille, au Havre, à Roanne, etc., par la création d'une librairie pour la vente d'ouvrages socialistes en Charente ;

« 4° Procurer aux adhérents un local où ils pourront se réunir, pour prendre connaissance des journaux, revues, brochures, etc., et faire leur correspondance.

« Aussi faisons-nous appel, pour nous aider dans notre tâche, à toutes les personnes qui pourraient disposer, en faveur de notre œuvre, de dons en espèces ou en livres, brochures, revues, journaux, etc., et de bien vouloir nous faire parvenir ce qu'ils mettent à notre disposition ; ils auront bien mérité du prolétariat. »

Amiens

Les ouvriers teinturiers et apprêteurs d'Amiens, au nombre de 1.200, sont en grève depuis le 30 octobre. Ils demandent la réapplication du tarif minimum de 1893, que presque tous les patrons violaient outrageusement. Ce tarif est de 3 fr. 50 par jour, et la plupart des grévistes avaient à peine 3 francs, ce qui, avec un chômage de 40 o/o, fait une moyenne de 1 fr. 75 à 2 francs.

La situation de ces camarades, à qui les patrons donnaient à peine de quoi ne pas mourir de faim, est des plus précaires, mais ils n'en sont pas moins décidés à endurer toutes les souffrances pour triompher de la rapacité patronale.

La Bourse du travail indépendante d'Amiens fait appel à toutes les organisations ouvrières, coopératives, syndicats, bourses du travail, etc. à qui on aurait oublié d'envoyer des listes de souscription, pour aider pécuniairement les grévistes dans la réalisation de leurs justes revendications.

Envoyer les fonds à la Chambre syndicale des teinturiers et apprêteurs, bal de la Falaise, Grande-Rue-Saint-Maurice, Amiens.

Thuir

Dans sa réunion du 3 novembre, le groupe socialiste de Thuir, adhérent à notre Fédération des Pyrénées-Orientales, a pris la résolution de faire dans tout le canton une propagande active, pour l'émancipation des ouvriers de toute condition, en propageant de toutes ses forces les doctrines collectivistes et en ouvrant la route au seul organe socialiste, défenseur de nos idées, *le Républicain* des Pyrénées-Orientales.

L'ordre du jour suivant a été voté à l'unanimité des membres présents :

« Le groupe socialiste collectivisle de Thuir, examinant la conduite de M. Bourrat, député ; le vote qu'il a fait à la Chambre et l'alliance qu'il a contractée avec les pires ennemis de la République, en votant le 25 octobre dernier contre le cabinet Brisson,

« Le voue à la vindicte des républicains de toutes nuances ;

« Et prend la ferme résolution de présenter aux prochaines élections législatives un candidat du Parti Ouvrier, nettement socialiste.»

D'autre part, le comité radical-socialiste de la commune d'Elne, qui avait jusqu'à ce jour soutenu M. Bourrat, a voté, à son tour, l'ordre du jour suivant :

« Les républicains-radicaux de la commune d'Elne, indignés du vote que vous avez émis lors de l'adjonction présentée par M. de Mahy et qui a contribué à la chute du ministère Brisson, vous retirent la confiance qu'ils vous avaient accordée au renouvellement de votre mandat de député;

« Aucune excuse ne sera valable ; vous avez odieusemeut trahi en cette occasion les idées qu'ils défendaient, vous qu'ils considéraient comme leur soutien inébranlable. Ils se trouvent ainsi, par le fait, sans representant à la Chambre et vous dictent par cette lettre ce qu'il vous reste à faire. »

Le Comité radical-socialiste,

FERRIER, conseiller municipal; COURTY François fils; JOFFRES, conseiller municipal ; NADAL. RIBO, TOURNÉ, MARIS, DURAND, SALÈTES, RAFFI aîné, BACHE, VASSAILS père, DURAND, Antoine, MARY. Désiré.

Auchel

Plus de mille citoyens assistaient dimanche dernier à la réunisn organisée par le Parti Ouvrier à Auchel, en plein bassin houiller du Pas-de-Calais. Le citoyen Gammelin, délégué mineur présidait, ayant comme assesseurs, les citoyens Merlin et Cordiez.

Tour à tour, les citoyens Cadot, vice-président du syndicat des mineurs, Ghesquière, conseiller général de Lille et Devraigne, membre du Conseil Fédéral du Nord, prennent la parole et développent au milieu des acclamations de l'auditoire, le programme du Parti.

A la sortie, une quête a été faite qui a produit la somme de 15 francs, partagée moitié pour la propagande, moitié pour les ouvriers en grève de Saint-Amand.

L'*Internationale* retentit et tous les assistants se retirent on ne peut plus satisfaits de cette superbe réunion qui portera ses fruits dans le bassin houiller.

Thouars

Sur l'heureuse initiative du Groupe du Parti Ouvrier de Thouars, un Congrès se réunira dans cette ville le dimanche 4 décembre prochain. afin de réunir dans une solide organisation toutes les forces que compte le Parti Ouvrier Français dans le département des Deux-Sèvres.

Le Conseil National sera représenté à ces assises socialistes des Deux-Sèvres par les citoyens Jules Guesde, Pastre et A. Zévaès qui donneront, à cette occasion, plusieurs conférences de propagande.

Châteauroux

Accompagné des délégués des syndicats de tabacs de Marseille et de Châteauroux, notre ami Dufour, député de l'Indre, a fait, mardi 8 novembre, à la salle du Tivoli, à Châteauroux une réunion à laquelle assistaient 500 ouvrières de la manufacture des tabacs.

Le citoyen Dufour a éloquemment traité de l'organisation syndicale et a démontré la nécessité pour les ouvriers et ouvrières de toutes les corporations de s'unir étroitement pour la défense de leurs revendications et de rallier le drapeau de leurs syndicats.

Les paroles de l'élu socialiste de l'Indre ont été accueillies par les applaudissements unanimes de l'auditoire

— Dimanche prochain, aura lieu à Châteauroux, salle du Théâtre, une conférence publique et contradictoire, avec le concours de nos amis Carnaud, Dufour, Krauss et A. Zévaès, députés, membres du Conseil national.

Roanne

L'Agglomération Roannaise du Parti ouvrier français avait organisé. samedi dernier, rue théâtre, une grande conférence publique et contradictoire, avec le concours des citoyens Bénezech, Kruuss et Dufour, députés, membres du Conseil national. Huit cents citoyennes et citoyens étaient venus entendre et applaudir les orateurs du Parti.

Le bureau est composé de nos amis : Augé, maire, président ; Lacroix et Micon, conseillers municipaux, assesseurs ; Darancy, premier adjoint, secrétaire. Le citoyen Carrette, maire de Roubaix, est acclamé président d'honneur.

Est-il besoin de dire le succès obtenu par les harangues de nos amis ? La population Roannaise est aujourd'hui trop fermement acquise au Parti pour qu'il soit besoin d'insister sur ce point.

Au cours de la conférence, notre dévoué camarade Augé — contre qui s'acharnent vainement les manœuvres et les guet-apens de la plus policière des administrations et que le ministère Dupuy, complétant la louche besogne du ministère Brisson, vient de suspendre à nouveau pour trois mois — a exposé les réformes accomplies par le conseil municipal socialiste : fourneau économique, cantines scolaires, retraites aux vieillards, etc.

Les applaudissements unanimes qui ont accueilli les paroles du maire socialiste de Roanne sont la meilleure réponse à la condamnation et à la suspension dont il a été honoré par les valets de l'administration et les laquais de la magistrature,

L'ordre du jour suivant a été voté par acclamations :

« Les citoyennes et citoyens réunis le 12 novembre au théâtre municipal de Roanne, après avoir entendu les citoyens Dufour et Bénezech, sur la politique générale, le citoyen Augé, sur la question municipale et le citoyen Krauss, sur la question du patriotisme, approuvent la conduite des élus du Parti Ouvrier à la Chambre ; renouvellent leur entière confiance à la municipalité et lèvent la séance au cri de : Vive la République sociale ! »

Romilly-sur-Seine

Le Comité central de l'Agglomération Romillonne avait organisé une réunion publique, suivie d'un concert, pour dimanche derniet, dans la soirée, au théâtre de Romilly.

Le maire réactionnaire de Romilly, un certain Rosey, continuant son œuvre de provocation, de scandale et d'arbitraire, ne s'est décidé à donner récépissé de la déclaration de réunion publique que dimanche matin, après avoir reçu sommation par ministère d'huissier ; de plus, il prétendit interdire le concert, et fit annoncer cette interdiction par l'organe du tambour de ville.

Cette mesure vexatoire avait produit une émotion considérable ; mais le Comité central, réuni d'urgence, fit annoncer que la réunion aurait lieu, avec entrée gratuite, et que la soirée serait terminée par une soirée familiale, offerte aux membres du Parti Ouvrier, à leurs familles et à leurs invités.

Le soir, à huit heures (notons que c'était jour de fête patronale), une foule enthousiaste, évaluée à un millier de personnes, envahissait la salle du théâtre, dans le but de protester contre les agissements du maire, et avec la ferme intention de s'amuser selon son goût.

Après la formation du bureau, composé des camarades Bouhenry, Guillot et Villemin, le citoyen H. Millet, secrétaire du Comité central, a fait une conférence sur la *Conception artistique et littéraire du Parti Ouvrier*. Mais, avant de développer son sujet, le conférencier a flétri, avec un rare bonheur d'expressions, la conduite provocatrice du sieur Rosez, digne représentant d'un regime de prétendue liberté, où l'on interdit aux femmes et aux enfants de se réunir pour passer quelques heures d'agréable divertissement.

L'assemblée tout entière s'est associée par une immense acclamation à cette vigoureuse critique de la République des Dupuy et des Lockroy.

Après la conférence, accueillie par de longs applaudissements, les organisateurs ont déclaré qu'ils prononçaient le huis-clos, et que le concert allait avoir lieu.

Or, les membres du Parti sont nombreux à Romilly ; leurs femmes et leurs filles ne sont pas les dernières à se rendre aux réunions ; et les invités étaient d'autant plus nombreux que le Parti Ouvrier compte une grande majorité d'amis, dans cette cité industrielle.

Il en est résulté que l'assistance était encore augmentée à la soirée familiale !

Le Rosey, écrasé par ce soufflet, ne se relèvera plus.

— Lundi dernier, dans la soirée, a eu lieu la quatrième conférence hebdomadaire de la Maison du Peuple. Le succès de cette heureuse innovation du Comité central s'affirme de semaine en semaine.

Les trois premières conférences, faites par les citoyens Henri Millet, Bouhenry et Villemin avaient produit une excellente impression; lundi c'est devant une salle comble que le citoyen Vasset, conseiller municipal de Romilly, a développé le sujet suivant : *La Femme et le Socialisme*. Il a obtenu un vif succès et ses conclusions ont été vivement applaudies.

Un concert, brillamment enlevé, a terminé la soirée.

Lyon

La fête organisée dimanche dernier par le groupe du quartier de Serin (adhérent au Parti Ouvrier Français) a eu un magnifique succès.

La grande salle du restaurant Garbil-Fougère était trop petite pour contenir tous ceux qui, malgré le mauvais temps, avaient répondu à l'invitation de nos camarades.

A deux heures a commencé le concert.

Entre la première et la deuxième partie, une conférence a été faite par nos amis Krauss, député de la circonscription ; Bénezech, député de l'Hérault et Dufour, député de l'Indre.

Le citoyen Anthelme Simond présidait.

A six heures et demie, le concert terminé, un grand banquet démocratique réunissait les organisateurs de la fête, les députés socialistes et les principaux militants de notre ville.

A la table d'honneur, où préside notre ami Simond, les citoyens Krauss, Bénezech, Dufour et Pastre, — ce dernier arrivé en retard, retenu dans son département mais qui, néanmoins, a tenu à être fidèle à sa promesse — Voidier et Bischoff, conseillers municipaux ; les citoyens Manus, Berger, Pierre Cordonnier, etc., du groupe de Serin ; les citoyennes Simond et Lévy, etc., etc.

Le banquet, très bien servi, s'ouvre par un toast à la République sociale.

Au dessert, les musiciens de la Lyre du Peuple, sous la direction du citoyen Sallès, font entendre l'*Internationale* qui est écoutée debout par tous les assistants.

Comme il faut céder la salle aux danseurs et

danseuses qui attendent depuis longtemps, l'on décide de prendre le café dans une autre salle de l'établissement.

Le citoyen Pierre Cordonnier ouvre la série des toasts. Au nom du groupe républicain socialiste de Serin, il remercie les députés d'avoir bien voulu accepter l'invitation qui leur avait été adressée et les nombreux citoyens qui ont répondu à l'appel du groupe de Serin.

Le citoyen Krauss prononce quelques paroles très applaudies ; puis le citoyen Pastre, en une vibrante allocution, engage tous les socialistes à poursuivre leur propagande en faveur des idées collectivistes.

Le citoyen Rognon, au nom de l'Agglomération lyonnaise du Parti, remercie les membres du Conseil national d'être venus à Lyon, et les félicite de la besogne d'éducation socialiste qu'ils font à travers le pays.

Les citoyens Bénezech et Dufour lui répondent. Ils sont très applaudis. D'autres allocutions sont prononcées par la citoyenne Lévy et par les citoyens Alcot et Martin, président de la Ligue économique ouvrière ; puis les citoyens présents se rendent dans la salle du bal, où depuis neuf heures, danseurs et danseuses s'en donnent à cœur-joie.

Ce n'est qu'à minuit que cette fête prenait fin. Tous ceux qui y ont assisté en ont emporté la plus vive satisfaction.

Grenoble

Dimanche dernier, notre ami A. Zévaès a tenu deux réunions à Seyssins et à Seyssinet, communes rurales de sa circonscription électorale.

Au cours de ces deux conférences, le député socialiste de l'Isère a traité de la situation politique actuelle et, après avoir rappelé les données fondamentales du programme du Parti Ouvrier, a exposé les principales propositions de loi formulées à la Chambre par les élus du Parti. Les déclarations du citoyen Zévaès ont soulevé les applaudissements enthousiastes.

A l'issue de la réunion de Seyssinet, un banquet a été offert par les travailleurs socialistes de cette commune à leur représentant. Des toasts ont été portés successivement par les citoyens Charles Blanc, Girard, A. Zévaès. La soirée s'est terminée par une collecte fructueuse au profit de l'organe de la Fédération socialiste de l'Isère, le *Droit du Peuple*, et aux accents de la *Carmagnole* et de l'*Internationale*.

En même temps et comme heureux couronnement de cette journée de bonne propagande, un groupe socialiste a été constitué à Seyssinet. C'est un noyau nouveau qui vient s'ajouter à la Fédération de l'Isère et au Parti Ouvrier.

Carpentras

Le troisième Congrès départemental annuel de la Fédération socialiste de Vaucluse (adhérente au Parti Ouvrier Français) se tiendra à Carpentras, le 14 janvier.

Y assisteront, délégués par le Conseil national du Parti, nos élus Pastre et Alexandre Zévaès, qui donneront à cette occasion plusieurs conférences dans le département de Vaucluse.

Marseille

La Fédération socialiste des Bouches-du-Rhône a décidé, au Congrès d'Aix, que *l'Avenir Social* serait son organe officiel et l'a invité à reprendre sa publication hebdomadaire.

L'Avenir Social a commencé à réapparaître hebdomadairement samedi dernier. Nos félicitations aux camarades qui en ont la charge et lui assureront le succès.

— Le bureau de la Fédération socialiste des Bouches-du-Rhône, dans sa réunion du 8 novembre, a voté des félicitations aux élus socialistes qui ont manifesté au ministère Dupuy leur méprisante méfiance en votant contre l'ordre du jour de confiance présenté par les Delaporte et consorts.

Toulouse

Notre ami Lucien Dejean, membre du Parti et auteur de l'*Etude sur les conditions du Travail dans l'industrie du Livre*, vient d'être élu *à l'unanimité* des votants, membre du Conseil des Prud'hommes.

C'est un succès éclatant et pour le Parti Ouvrier Français et pour le militant qui a réuni sur son nom la totalité des suffrages.

Montpellier

Le groupe des étudiants collectivistes a voté un ordre du jour par lequel il rappelle que ses membres sont toujours avec ceux qui luttent contre le militarisme, et, profitant des poursuites décidées par le gouvernement contre le livre d'Urbain Gohier, affirme une fois de plus le droit de libre critique contre toute organisation sociale existante.

Nîmes

La communication suivante du Bureau de la Fédération socialiste du Gard, adhérente au Parti, est à la fois trop importante et trop d'actualité, malgré qu'elle nous arrive en retard, pour que nous ne la publiions pas *in extenso* :

En présence de la tournure que prennent les événements, certains groupes se sont demandé quel serait le rôle de la Fédération en face des éventualités qui peuvent se produire.

Nous croyons d'abord devoir rappeler le but et les attributions qui ont été assignés à la Fédération et qui sont sa raison d'être :

1° Resserrer les liens qui doivent unir les groupes socialistes du département, unifier leurs revendications et coordonner leur tactique ;

2° Activer l'organisation politique et corporative du prolétariat et vulgariser l'idée socialiste par une propagande incessante, avec tous les moyens en son pouvoir ;

3° Défendre en toutes circonstances les intérêts du Parti socialiste liés avec ceux du régime démocratique et prendre, en conséquence, toutes mesures pour protéger la forme républicaine contre les attaques de la réaction bourgeoise ou cléricale.

Ce but et ces attributions définissent donc parfaitement le rôle de la Fédération ; nous croyons néanmoins devoir faire la déclaration suivante :

Malgré le monstrueux complot clérical que l'on aperçoit derrière le voile épais qui entoure encore l'affaire Dreyfus et malgré le mouvement gréviste de Paris, nous ne croyons pas à un sérieux danger immédiat.

Les scandales militaires que nous déplorons, étaient prévus depuis longtemps par le Parti socialiste, ils pourront se renouveler tant qu'on n'aura pas transformé complètement l'organisation militaire actuelle, qui est un danger permanent pour la République ; mais nous espérons que le cabinet saura sauvegarder les prérogatives du pouvoir laïque sur les forces cléricales coalisées.

Il y a bien longtemps aussi que le Parti Ouvrier Français a reconnu et déclaré que les initiateurs de grèves plus ou moins générales faisaient fausse route. Il faudrait, pour le triomphe de la grève, une organisation syndicale très forte et embrassant presque tous les ouvriers. Si cette organisation existait, le prolétariat uni et discipliné aurait utilisé sa force pour s'emparer du pouvoir politique et transformer la société dans le sens socialiste ; ce qui rendrait les grèves inutiles et sans objet.

En attendant, la Fédération sans croire à la possibilité d'amener l'ordre socialiste par la grève, reconnaît l'utilité de la grève pour la défense des salaires et invite les Groupes à souscrire en faveur de ceux qui luttent contre l'exploitation capitaliste.

En ce qui concerne la défense de la République, la Fédération, avec ses trente-neuf Groupes et ses adhérents qui ont atteint, depuis le Congrès de Beaucaire, le chiffre de 1500, forme le groupement républicain le plus fort et le plus énergique. Elle appelle l'attention sur les menées de certains opportunistes qui, après avoir exploité et déshonoré la République, cherchent aujourd'hui à refaire leur popularité perdue en trompant, une fois de plus, la bonne foi de certains républicains avancés et même de certains élus. Le parti socialiste du Gard saurait faire son devoir si quelques factieux menaçaient les institutions républicaines et il donnerait à tous le signal de la résistance. Vive le Parti Ouvrier ! Vive la République socialiste !

A L'ÉTRANGER

Angleterre

Malgré l'agitation chauvine qui règne actuellement en Angleterre, ce serait une erreur de croire que les trades-unions et les groupes socialistes n'aient pas protesté contre toute idée de guerre. Nous citions la semaine dernière le discours du député ouvrier, Pourt, qui a été trop souvent dans les Congrès internationaux de mineurs pour ne pas s'être dépouillé de tout préjugé chauvin. A Londres, même, des socialistes et des radicaux avancés ont lancé un manifeste... D'ailleurs, derrière toute l'agitation menée par la presse, il y avait une peur mal déguisée de voir lord Salisbury céder aux demandes de la France, et lui faire, comme il en a l'habitude, une « concession gracieuse ». Au fond, personne en Angleterre, ne désirait la guerre contre la France, excepté quelques impérialistes, qui voyaient le moment favorable — et il l'était — pour régler une fois pour toutes la question du protectorat de l'Egypte. Mais lord Salisbury, dans son discours, tout en ne niant pas la possibilité d'une telle mesure, l'a réservée pour l'avenir.

Cependant la lutte des classes continue ; elle a même préoccupé, chose étrange, les intellectuels anglais ; dans sa série d'articles sur la flotte, Rudyard Kipling a vu clairement que les préoccupations économiques, aussi bien des patrons que des ouvriers ne cadraient pas toujours avec les nécessités de la défense nationale. Ce n'est aujourd'hui un mystère pour personne que la grève des mineurs du pays de Galles avait placé pour un temps la flotte dans une infériorité manifeste. Le *Morning-Post* accuse naturellement les ouvriers anglais, qui d'après lui, se moquent pas mal de la défense du pays, et il cite comme preuve à l'appui, la grève des mécaniciens, la grève des mineurs de Galles, et enfin, tout récemment, le danger de grève en Ecosse, dans l'industrie du fer. Mais il oublie que, dans le premier cas, l'amirauté qui pouvait finir la grève d'un seul coup en forçant les patrons à faire exécuter les travaux, n'est pas intervenue, malgré l'article concernant la grève, qui existait dans le contrat. Dans le cas actuel, l'industrie du fer étant en pleine activité, à cause des armements, rien de plus naturel de la part des unions que de demander une avance de 5 o/o ; même que si l'industrie était malade où s'il y avait chômage, les unions ne seraient nullement étonnées de se trouver en face d'un lock-out ou d'une diminution de salaires. Le patriotisme, d'après le *Morning-Post*, est, pour les patrons, de faire d'excellentes affaires quand l'industrie du fer est florissante, à cause des armements, et pour les ouvriers « d'offrir, trois mois de misère » à la nation et à l'opinion publique, qui les abandonnera à la première occasion.

Allemagne

Cette fois, les procès de lèse-majesté, qui avaient coutume de pleuvoir sur les socialistes commencent à frapper les classes dirigeantes. Le procès Harden est caractéristique et rappelle l'affaire Dreyfus ; la mise au secret, la corruption des témoins et tout l'accompagnement ordinaire des procès de tendance.

Harden est un journaliste très connu, qui vient d'être condamné à six mois de prison, pour avoir exprimé, en forme allégorique, ce que les trois quarts de la nation allemande pensent de leur empereur ; et il se trouve des journaux conservateurs pour demander l'augmentation de la peine, oubliant que même si la moitié seulement des propos tenus par Bismarck, et rapportés par son secrétaire Busch, est vraie, Bismarck aurait été coupable au moins une fois par jour du crime de lèse-majesté.

L'organe catholique du Centre a essayé de faire oublier au public les provocations contenues à l'adresse des syndicats dans le récent discours de l'empereur, en parlant du « terrorisme » exercé par les socialistes sur les ouvriers, oubliant que les ouvriers catholiques d'Aix-la-Chapelle, tout récemment, ont « boycotté » deux établissements patronaux; la lutte des classes ne connaît pas de religion.

Après des luttes intestines, les deux grandes compagnies d'électricité allemandes ont formé entre elles l'une des plus formidables associations patronales, au capital de 60 millions de marcks ; il s'agit de la maison Siemens, déjà célèbre, à propos de la grève des mécaniciens, et Lowe ; il s'agit de fonder un monopole pour ce « trust », comme on dit en Amérique, et de régler le prix sans concurrence possible.

Les recettes effectives au mois d'octobre par la Sociale-Démocratie et réunies dans la caisse centrale du Parti, se sont élevées au chiffre de 47.981 fr. 85.

De ce total, il faut déduire la somme de 25.141 fr. 25, qui représente les bénéfices nets obtenus pendant le troisième trimestre de l'année, par la vente du *Vorvaerts*.

Que le prolétariat français prenne exemple sur l'organisation solide et la conscience de classe du prolétariat d'Outre-Vosges !

L'Internationale

*La Bibliothèque du Parti (5, rue Rodier), tient à la disposition des Groupes l'*Internationale *d'*Eugène Pottier, *Paroles et Musique, au prix de* **2** *fr.* **50** *le Cent, franco à domicile.*

Chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée

Depuis les premiers jours de novembre, la Compagnie met en marche deux trains de luxe composés de wagons-lits et d'un wagon-restaurant. Ces trains desservent le littoral méditerranéen : Marseille, Nice, Menton, etc.

Le train « Méditerranée » part de la gare de Paris P.-L.-M., les mardi, jeudi et samedi, à 5 h. 40 du soir. Au retour, il quitte Vintimille les lundi, mercredi et jeudi à 5 h. 51 du soir.

Le train « Calais-Méditerranée » reçoit, à Calais, les voyageurs partis de Londres à 9 heures du matin. Ce train passe par la gare de Paris-Nord où il prend et laisse des voyageurs. Il emprunte ensuite la ligne de Petite-Ceinture et se dirige sur Marseille sans pénétrer dans la gare de Paris P.-L.-M.

Heures de passage à la gare de Paris-Nord :

Aller : arrivée, 4 h. 35 soir ; départ, 5 heures soir.

Retour : arrivée, 11 h. 41 matin ; départ, midi 20.

Ces trains ont un nombre de places limité ; ils peuvent prendre des voyageurs aux gares d'arrêt, si des places sont disponibles.

Le Gérant : A. DELADERERE.

Paris — Imp. A. Désiré, 25, rue Buffault.

Vient de Paraître

LE XVIe CONGRÈS NATIONAL

DU

Parti Ouvrier Français

TENU

A MONTLUÇON, du 17 au 20 SEPTEMBRE

25 centimes — LE VOLUME DE 40 PAGES — 25 centimes

Port en sus, Cinq centimes

En vente à la Bibliothèque du Part 5, rue Rodier, Paris

Force — Energie — Santé — Vigueur

GUÉRISON RADICALE ET PROMPTE

de Chlorose, Rachitisme
Anémie, Neurasthénie, Lymphathisme
Pâles Couleurs

Demandez dans toutes les Pharmacies

LE BIOGÈNE

Fortifiant unique et par excellence du Sang

NUTRITIF
des systèmes Nerveux et Osseux

Régulateur des fonctions de l'Estomac et des Voies respiratoires.

PARIS — 253, RUE de BELLEVILLE
Pharmacie du Progrès

HORLOGERIE — BIJOUTERIE — ORFÈVRERIE

PIÈCES DÉ COMMANDE

RÉRARATIONS EN TOUS GENRES

CAMILLE FLUKIGER

EX-ÉLÈVE
DE L'ÉCOLE D'HORLOGERIE DE LA CHAUX-DE-FONDS

17, Avenue de la République
PARIS

Montre cylindre....	P.O.F	homme. Fr.	12 50
Montre »	»	dame	12 50
Montre ancre acier.	3/8	homme....	24 »
Montre » métal	3/8	»	21 »
Montre cylind. acier	3/8	dame	20 »
Montre » métal	3/8	»	18 »
Chaîne métal oxydé.	P.O.F	régence....	0 75
Chaîne métal oxyde.	P.O.F	gilet.....	1 45
Boutons manchette métal oxydé, doré, argenté P.O.F			0 75

Conditions spéciales pour les Groupes du Part.

AVIS AUX FUMEURS

Demandez dans tous les Bureaux de Tabac :

LE PAPIER DES 3/8

DIX CENTIMES LE CAHIER

5 francs le cent. — Franco dans toutes les gares.

Adressez Commandes et Mandats à René Chauvin, 8, Passage Tivoli. — Paris.

Guérison de la Goutte, Rhumatismes, Cœur, Reins, Foie, par

L'ANTI-GOUTTEUX-FÉRON

"LA FÉRONINE"

DÉPOT : 33, rue Poissonnière et toutes pharmacies.
Ecrire au Laboratoire à Suresnes, 32, route stratégique (Seine)

Toujours satisfait de l'action prompte et inoffensive de l'*Anti-Goutteux Féron*.
Dr BERTRAND ✻
Médecin en chef de l'Hôpital St-Louis — Châlons.

L'*Anti-Goutteux-Féron* est un remède precieux, surtout chez les chroniques.
Dr BASSET
Maire de St-Ouen, Conseiller Général

Dans tous les cas, je prescris avec avantage l'*Anti-Goutteux-Féron*.
Dr GILBIN
15, Rue d'Odessa — Paris.

J'apprécie beaucoup l'*Anti-Goutteux-Féron*.
Dr RENE SIMON
28, Rue des Halles — Paris.

PASTILLES VOCALES PARISOT

Les produits entrant dans la composition de ces pastilles sont les véritables spécifiques des cordes vocales et des voies respiratoires

Nos meilleurs orateurs, nos plus grands artistes ne doivent leur succès qu'à l'emploi de ces pastilles (8 à 10 par jour.)

LA BOITE : 2 FRANCS

VAUVILLÉ, pharmacien à Levallois